

Les cantines scolaires mises au régime du porc pour tous ?

France Tout au long de l'année scolaire, les menus de substitution vont faire débat.

Bernard Delattre
Correspondant permanent à Paris

L'heure de la rentrée ce mardi, pour quelque 12,5 millions d'élèves en France. Parmi les débats qui vont rythmer l'Education tout au long de cette année scolaire, l'un ne concernera pas les salles de classe proprement dites, mais les cantines scolaires. C'est la question des menus alternatifs au porc, destinés aux élèves de confession musulmane ou juive. Depuis les années 80, ces plats de substitution sont proposés dans la majorité des quelque 19 000 communes qui sont dotées de réfectoires scolaires. Mais l'existence de ces menus est de plus en plus remise en cause.

"Discrimination pure et simple"

C'était traditionnellement un cheval de bataille de l'extrême droite: Front national et groupuscules "identitaires", fêrus d'apéros estivaux "saucisson et pinard" ou de distributions hivernales, aux déshérités, de soupe populaire au lard. A leur estime, cette diversité des choix proposés aux élèves est le symbole du "communautarisme" et de l'"islamisation" qui gangrèneraient la France, au détriment de son régime de laïcité. Mais une partie de la droite républicaine a dorénavant emboîté le pas à l'extrême droite, dans son combat.

Nicolas Sarkozy lui-même a lancé le mouvement. Quand, en mars, loin de la "laïcité positive" qu'il prônait naguère, il s'est dit hostile à ces menus de substitution. Depuis, une dizaine de communes régies par la droite ont fait savoir qu'elles supprimeraient ces repas de leurs cantines. A leurs

yeux, l'école laïque n'a pas à s'adapter aux convictions religieuses des communautés qui la fréquentent. A la mi-août, une de ces villes, Chalon-sur-Saône (Bourgogne), a obtenu gain de cause en justice. Elle y avait été traînée en référé par une association de défense des musulmans, furieuse contre "une logique de discrimination pure et simple". Les magistrats ont refusé de suspendre en urgence la mesure d'interdiction.

A gauche, les règlements municipaux de ce type sont vus comme des "actes racistes" (le PS) et des "tentatives misérables de courir derrière le FN" (le PCF). A droite, le sujet est devenu brûlant. Au point que, au printemps, face à l'hostilité dans son propre camp, Nicolas Sarkozy a dû rétrograder en simple réunion de travail à huis clos une grande convention de son parti sur l'islam, qui devait notamment porter sur ces fameux menus scolaires.

Sarkozy contesté en interne

Plusieurs ténors de droite, en effet, refusent que les cantines soient mises au régime du porc pour tous. Ce serait "opposer les Français les uns aux autres", et "instrumentaliser la laïcité", selon les ex-ministres Rachida Dati et Dominique Perben. Ce serait de la "surenchère", a sous-entendu François Fillon. Tandis que le propre conseiller spécial de Nicolas Sarkozy quand il était à l'Elysée, le député Henri Guaino, s'est dit "en total désaccord" avec

lui, sur ce point.

Et le sujet, ces jours-ci, alimente les interviews de rentrée. “Evitons de tomber dans une régression identitaire”, a sermonné, ce week-end, la n° 2 du parti

sarkozyste, Nathalie Kosciusko-Morizet. “Je suis un homme de droite non sectaire, qui veut éviter les clivages inutiles, les polémiques qui s'embrasent et qui font des dégâts”, avait dit, avant elle, Alain Juppé, critiquant implicitement son principal rival dans sa famille politique, pour la présidentielle de 2017.

“On va droit dans le mur.”

RACHIDA DATI

L'ex-ministre de Nicolas Sarkozy l'a déjà prévenu qu'elle ne le suivrait pas si sa campagne de 2017 était axée sur la religion – ce qui la vouerait à l'échec, à ses yeux.

Épinglé

Hollande rappelé à sa grande promesse

En 2012, François Hollande avait promis de créer 60 000 postes dans l'Education. Qui, sous Nicolas Sarkozy, fut victime de dizaines de milliers de suppressions d'emplois.

Ce week-end, Jean-Luc

Mélenchon, déchaîné, a traité le chef de l'Etat de “menteur”. Selon lui, à peine la moitié de ces postes promis ont été pourvus, et il s'agit essentiellement de stagiaires à temps partiel. Alain Juppé, pareillement, considère que “l'engagement n'a pas été tenu”.

Le gouvernement proteste: il assure qu'en trois ans, “31 627 emplois ont déjà vu le jour”. Lundi, la ministre de l'Education, Najat

Vallaud-Belkacem, a promis que les nouveaux enseignants aujourd'hui occupés en partie à leur formation initiale seront titularisés à plein-temps, d'ici à 2017.

Les syndicats enseignants, pour leur part, s'ils se félicitent de ces embauches, doutent qu'elles suffiront à compenser la hausse des effectifs scolaires, due à la forte natalité que connaît la France. **B.DL.**, à Paris